



Étude de cas du CaLP

Subventions monétaires sans conditions pour l'aide humanitaire et le relèvement dans les provinces de Rizal et de laguna aux Philippines (suite au typhon Ketsana)

Oxfam GB



Un bénéficiaire traverse les rues inondées de Laguna avec son kit d'hygiène après le passage du typhon Ketsana.
Photo : Jerry Carreon

Afin de répondre aux inondations soudaines survenues dans les provinces de Laguna et de Rizal aux Philippines, Oxfam International a mis en œuvre un programme de transfert monétaire en trois phases : 1) des transferts monétaires sans conditions pour la population afin de répondre aux besoins essentiels ; 2) des transferts monétaires conditionnels pour la population reprenant des activités génératrices de revenus ; et 3) des transferts monétaires pour les groupes afin qu'ils poursuivent leurs activités conjointes contribuant aux moyens de subsistance de leur communauté.

1 Contexte humanitaire

Contexte

Le 26 septembre 2009, le typhon Ketsana a frappé les Philippines, causant le débordement du Lac Laguna. Cela a provoqué des inondations dans la région urbaine densément peuplée entourant le lac. Les inondations ont forcé 156 431 familles à quitter leur domicile et à rejoindre l'un des 1 080 centres d'évacuation de la région. Oxfam est intervenue avec un programme de transfert monétaire qui a fourni une aide humanitaire et au relèvement aux personnes affectées par les inondations dans les provinces de Rizal et de Laguna¹ dans un contexte de post-catastrophe naturelle.

Il s'agissait là du premier PTM urbain qu'Oxfam mettait en œuvre aux Philippines. Le contexte urbain de ce programme présentait des opportunités ainsi que des défis étant donné que les infrastructures urbaines étaient plus développées et il existait une plus grande variété de biens disponibles. La population dans ce contexte avait des croyances, des comportements et des priorités variables concernant l'utilisation de l'argent lors d'une intervention d'urgence. Les enseignements tirés de cette expérience peuvent être intégrés à la future mise en œuvre de programmes de transfert monétaire dans des contextes urbains à la fois aux Philippines et dans d'autres pays.



IMAGE 1 : Zone d'action d'Oxfam Carte et logo : Aperçu de l'intervention suite au typhon Ketsana, Oxfam

Évaluation

Des évaluations rapides des besoins ont été menées lors des deux premières journées suivant le typhon Ketsana. Ces évaluations impliquaient donc des discussions de groupes, des entretiens et des enquêtes. Les résultats ont montré que les personnes déplacées internes dans les centres d'évacuation ont reçu une aide alimentaire en nature en quantités insuffisantes. De plus, l'eau et les infrastructures d'assainissement dans ces centres, dans des sites temporaires de relogement et dans des foyers inondés ne respectaient pas les standards minimums SPHERE. En outre, étant donné la difficulté d'accès aux foyers ne se trouvant pas dans les centres d'évacuation, ces foyers n'ont reçu que peu voire pas du tout d'aide. Nombre de commerces ont été détruits suite au passage du typhon, causant de nombreuses pertes d'emploi. Nombre de personnes ne pouvaient se permettre d'augmenter leurs stocks de nourriture ou de recouvrer leurs moyens de subsistance.

Les évaluations ont montré que la plupart des marchés dans les zones ciblées fonctionnaient normalement, bien que le prix des aliments frais et des aliments distribués dans les kits d'aide humanitaire avait légèrement augmenté. L'équipe chargée de la sécurité alimentaire et des moyens de subsistance d'urgence a conclu que des transferts monétaires à la population et aux groupes de la communauté fourniraient une aide et permettraient aux vendeurs locaux de se remettre des effets du typhon Ketsana en fournissant aux consommateurs un pouvoir d'achat supplémentaire. Il était prévu que les PTM augmenteraient également la quantité de nourriture disponible pour les foyers vulnérables et à faible revenu et amélioreraient leur accès à des produits alimentaires de meilleure qualité.

2 Aperçu et logique du programme

Les objectifs de ce programme particulier de PTM étaient de fournir une aide humanitaire et de relèvement aux familles sévèrement affectées par les inondations afin d'assurer leur sécurité alimentaire et leurs moyens de subsistance d'urgence et répondre à leurs besoins en eau, assainissement et hygiène. Le programme englobe :

- Un PTM en trois phases comprenant :
 1. des transferts monétaires sans conditions pour la population afin de répondre aux besoins essentiels ;
 2. des transferts monétaires conditionnels pour la population reprenant des activités génératrices de revenus ;
 3. des transferts monétaires conditionnels pour les groupes de moyens de subsistance afin qu'ils continuent leurs activités conjointes contribuant aux moyens de subsistance de leur communauté.
- Des distributions de biens d'hygiène et d'assainissement en nature afin de contribuer à réduire les risques pour la santé publique et de respecter les standards minimums SPHERE.

Partenaires de mise en œuvre

Les services du gouvernement local et les bureaux des services sociaux soutenaient les activités de ciblage, de renforcement des capacités et de suivi. Les ONG locales Community Organisation Multiversity (COM) et SIKHAY KILOS ont distribué, au nom d'Oxfam, 18 500 kits d'hygiène dans les provinces de Laguna et de Rizal. Le personnel de santé du district de Barangay, formé par l'équipe de santé publique d'Oxfam, distribuait du matériel de purification de l'eau connu sous le nom d'« aqua » à 10 000 familles tous les mois. Oxfam a signé un contrat avec LCB Express Inc. afin que ce dernier effectue les transferts monétaires lors des phases ultérieures du programme.

3 Mise en œuvre

Sélection et ciblage des bénéficiaires

Les évaluations initiales ont montré que les familles ayant le plus besoin d'aide du programme étaient celles basées dans des centres d'évacuation. Le personnel gouvernemental gérant les centres d'évacuation qui ont servi plus de 100 familles ont aidé à identifier les bénéficiaires éligibles en développant des listes maîtresses des personnes déplacées internes résidant dans ces centres. À chaque étape du PTM, les personnes identifiées comme les plus vulnérables formaient le groupe cible. Ce groupe se composait de foyers monoparentaux, de foyers dirigés par des femmes, de personnes handicapées, de personnes âgées, de femmes, d'enfants, de personnes ne possédant pas de terres et de travailleurs dépendant d'un salaire journalier.

Lors de la première phase, les centres d'évacuation étaient sélectionnés avec plus de 100 familles résidentes et un grand nombre de personnes vulnérables pour la distribution massive. Les personnes déplacées internes dans ces centres d'évacuation ont reçu des coupons de distribution à présenter au personnel de programme



Pourquoi Oxfam a-t-elle décidé, dans un premier temps, d'avoir recours aux transferts monétaires sans conditions ?

La distribution de transferts monétaires s'est révélée être la méthode la plus efficace, la plus rapide et la plus simple pour répondre aux inondations soudaines tout en répondant largement aux besoins des bénéficiaires. Des distributions en nature ou la production de coupons monétaires auraient pris trop de temps et auraient été trop compliquées pour fournir les nombreux types de biens réclamés par les bénéficiaires. La mise en œuvre d'un programme de transfert monétaire sans conditions lors de la première phase a permis aux bénéficiaires de mettre la priorité sur leurs propres besoins. Lors des deuxième et troisième phases, étant donné les considérables montants d'argent transférés, les bénéficiaires ont signé des contrats précisant qu'ils n'utiliseraient les transferts monétaires respectivement que dans le cadre d'activités génératrices de revenus et d'activités convenues avec leurs groupes de moyens de subsistance.

Tableau 1 : Aperçu du volet de transferts monétaires du programme

	Type de transfert	Méthode de distribution	Nombre de familles	Ciblage
Première phase	Transferts monétaires sans conditions individuels visant à répondre aux besoins essentiels	Distribution directe d'espèces	10 001	Distribution massive dans les centres d'évacuation comptant de nombreuses familles vulnérables
Deuxième phase	Transferts monétaires conditionnels individuels permettant de reprendre des activités génératrices de revenus	Agence de transferts de fonds	6 441	Les familles vulnérables n'étant pas en mesure de poursuivre les activités génératrices de revenus qu'elles exerçaient auparavant
Troisième phase	Transferts monétaires conditionnels afin de permettre aux groupes de moyens de subsistance de poursuivre les activités conjointes contribuant aux moyens de subsistance de la communauté	Agent de transferts de fonds	11 515	Les groupes communautaires de moyens de subsistance, notamment les groupes de femmes, n'ayant pas été sélectionnés pour la deuxième phase d'aide

ainsi qu'un formulaire d'identification sociale ou gouvernementale, qui était vérifié avec une liste maîtresse des personnes déplacées internes enregistrées dans les centres d'évacuation au moment de la distribution. Au total, 10 001 familles ont bénéficié de la distribution massive dans les centres d'évacuation sélectionnés.

À l'origine, les bénéficiaires ayant participé à la première phase du PTM devaient être inclus dans les phases suivantes. Toutefois, cette méthode de ciblage avait pour effet l'exclusion de certaines des populations sans abri affectées par les inondations, ainsi que des personnes déplacées internes qui ne séjournaient pas en centre d'évacuation tout au long du programme. En conséquence, la stratégie de ciblage a été redéfinie.

Lors de la deuxième phase, les transferts monétaires ont été distribués à un total de 6 441 familles ayant perdu leur entreprise et/ou leur emploi du fait des dommages causés par le typhon. Au final, 87 % (5 604) des bénéficiaires de la deuxième phase avaient également reçu des transferts monétaires lors de la première phase. Des informations socio-démographiques essentielles ainsi que des plans d'activités génératrices de revenus ont été recueillis des potentiels bénéficiaires lors de la deuxième phase et ont été entrés dans une base de données principale qui a servi de liste maîtresse lors de cette phase. Grâce à la vérification des noms et des informations associées des personnes déplacées internes dans la base de données ainsi que du numéro personnel d'identification, nous avons pu éviter d'enregistrer à nouveau les bénéficiaires déjà inscrits.

Lors de la troisième phase, les transferts monétaires ont été distribués à 462 groupes communautaires de moyens de subsistance, ce qui représentait 11 515 familles. Afin d'identifier quels groupes devaient recevoir les

transferts monétaires, les groupes ont soumis de brèves propositions de projet qui ont été étudiées selon la taille, la structure de direction, les activités proposées et les mécanismes de redevabilité des groupes. Le ciblage s'est concentré sur les groupes les plus vulnérables² y compris ceux n'ayant pas reçu d'aide suite aux interventions des autres gouvernements ou ONG.

Définition de la valeur

La valeur des transferts monétaires de la première phase était établie à 1 000 pesos philippins – PHP – (environ 20 dollars), sur la base des économies réalisées à partir du salaire minimum hebdomadaire pour l'aide alimentaire en nature que les bénéficiaires recevaient dans les centres d'évacuation. Pour la deuxième phase, la valeur des transferts monétaires était établie à 5 000 PHP (environ 100 dollars), valeur jugée suffisante pour permettre aux personnes déplacées internes les plus vulnérables d'acheter ou restaurer ce qui est nécessaire pour reprendre leurs activités génératrices de revenus. Lors de la troisième phase, il était prévu à l'origine de soutenir 1 000 groupes communautaires de moyens de subsistance composés de cinq membres chacun. Toutefois, la taille de ces groupes variait et le type de ciblage s'avérait peu réaliste. Par conséquent, un total de 462 groupes communautaires de moyens de subsistance ont reçu des transferts monétaires lors de cette phase avec des montants oscillant entre 30 000 PHP (environ 705 dollars) et 427 000 PHP (environ 10 030 dollars) sur la base des activités proposées par les groupes et du nombre de personnes impliquées dans le groupe.



Communiquer avec les bénéficiaires est une composante clé de tout programme de transfert monétaire. Photo : Jerry Carreon



Le bénéficiaires de la phase 1 ont reçu un kit d'hygiène et un transfert de 1 000 PHP (environ 20 USD). Photo : Laura Eldon

Méthodes de paiement

Les transferts monétaires de la première phase étaient distribués en personne aux bénéficiaires dans les centres d'évacuation sélectionnés. Étant donné le montant très faible des transferts, la distribution directe n'a donc présenté aucune menace sécuritaire pour le personnel de programme et les bénéficiaires. Pour les deuxième et troisième phases, Oxfam a choisi l'entreprise de transfert de fonds LBC Express Inc. comme agent de distribution. Lors de la troisième phase, les groupes communautaires de moyens de subsistance ne disposant d'aucun volet épargne dans leurs propositions d'activités ont reçu leurs transferts monétaires sous forme de chèques de la part du personnel de programme d'Oxfam. Les groupes disposant d'un volet épargne à leurs propositions d'activités se voyaient obligés d'ouvrir un compte bancaire avant de recevoir un chèque.

Les transferts monétaires via une agence de transferts de fonds

La majeure partie des bénéficiaires connaissait le système de transfert de fonds, qui a offert un avantage incontestable étant donné que les renseignements et les formations minimum étaient nécessaires pour les deuxième et troisième phases. De plus, LBC Express Inc. disposait de nombreux points de distribution dans les régions urbaines affectées. L'entreprise était en charge

de fournir des numéros de suivi aux bénéficiaires, des informations concernant l'endroit où les bénéficiaires pourraient retirer leurs transferts monétaires et elle a même accepté de réaliser des transferts monétaires au domicile des bénéficiaires sur demande. En outre, LBC Express Inc. a assumé certains des risques liés à la mise en œuvre du programme en assumant la responsabilité des problèmes de service client et des pertes liées au déboursement.

Étant donné les importants montants de fonds transférés et le risque d'insécurité associé dans le contexte urbain, la sécurité est une préoccupation majeure lors des deuxième et troisième phases. Fort d'une longue expérience et de succès passés en matière de distribution monétaire sûre et efficace, LBC Express Inc. a permis de renforcer la sécurité autour des transferts effectués. Afin d'assurer la plus grande discrétion, les bénéficiaires ont reçu une invitation leur offrant des orientations sur le programme ainsi que d'autres informations sensibles via SMS. Dans le but de minimiser les risques, une période d'attente a été mise en place entre l'orientation des bénéficiaires et la réception des transferts monétaires. LBC Express Inc. vérifiait que les bénéficiaires apparaissaient sur la liste maîtresse en les associant à des numéros de suivi personnels et en leur demandant de présenter deux pièces d'identité afin d'assurer la sécurité des transactions et d'éviter les fraudes.

Chronologie et échelle

Les prévisions ont montré que cinq jours seraient nécessaires pour mettre en place le programme de transfert monétaire puis quatre semaines pour distribuer les transferts monétaires sans conditions lors de la première phase (distribution directe d'argent). Les évaluations initiales ont eu lieu rapidement et comportaient des estimations de la taille des transferts monétaires. Les premiers transferts monétaires de la première phase ont eu lieu une semaine après l'intervention, et la distribution s'est finalement achevée au bout de huit semaines, au lieu de quatre. La distribution a pris plus de temps qu'initialement prévu puisqu'il y avait plus de centres d'évacuation que prévus dans les régions ciblées, ce qui s'est traduit par des distributions plus nombreuses. Les centres d'évacuation géographiquement proches d'autres centres ont été ciblés afin de réduire la distance parcourue par les bénéficiaires et veiller à ce que le nombre de personnes venues en aide soit gérable.

Les délais de mise en place requis pour les deuxième et troisième phases étaient plus longs que pour la première phase puisque le processus d'enregistrement des bénéficiaires impliquait des entretiens, des orientations sur les procédures de mise en œuvre, la signature de contrats comme condition pour recevoir les transferts monétaires et la négociation et coordination avec l'agence de transfert de fonds entre autres.

Le personnel technique et de programme d'Oxfam a travaillé en très étroite collaboration avec les équipes de finance et logistique lors des phases de conception et de mise en œuvre du programme. Afin de s'attaquer aux problèmes de sécurité, des bénévoles en interne et dans les communautés ont été recrutés pour accroître le nombre de personnes gérant les problèmes de sécurité lors des distributions.

Coûts

Un montant total de 128 795,25 livres sterling (environ 211 816,67 dollars) a été distribué aux bénéficiaires lors de **la première phase**, 486 634,08 livres sterling (environ 800 318,41 dollars) lors de **la deuxième phase** et 253 948,23 livres sterling (environ 417 643,26 dollars) lors de **la troisième phase**. 486,75 livres sterling (environ 800,50 dollars) du budget ont été utilisées par le personnel de programme d'Oxfam pour payer les frais de services à LBC. Les coûts totaux de ce PTM s'élevaient à 901 743,28 livres sterling (environ 1 483 007 dollars).

4 Impact du programme

Suivi

Afin de suivre l'impact du programme, des groupes de discussion, des boîtes de commentaires, une ligne directe d'assistance et de plaintes ont été créés et des enquêtes dans les marchés locaux ont été menées toutes les deux semaines. Ces activités, menées par les bénéficiaires participants, se sont concentrées sur les fluctuations des prix des produits de base. Les données recueillies ont permis d'ajuster la communication, les efforts de coordination et le programme selon les réponses des membres de la communauté et des partenaires.

Le Philippine Partnership for the Development of Human Resources in Rural Areas (PhilDHRRA) a également mené une phase de suivi post-distribution. PhilDHRRA demandait aux bénéficiaires de remplir des questionnaires et de participer à des groupes de discussion pour étudier leur perception et leur expérience des transferts monétaires, des mécanismes de réalisation et le suivi des prix dans les marchés locaux ainsi que les données collectées sur la façon dont l'argent a été dépensé.

Figure 1 : Répartition des subventions en espèces de la deuxième phase

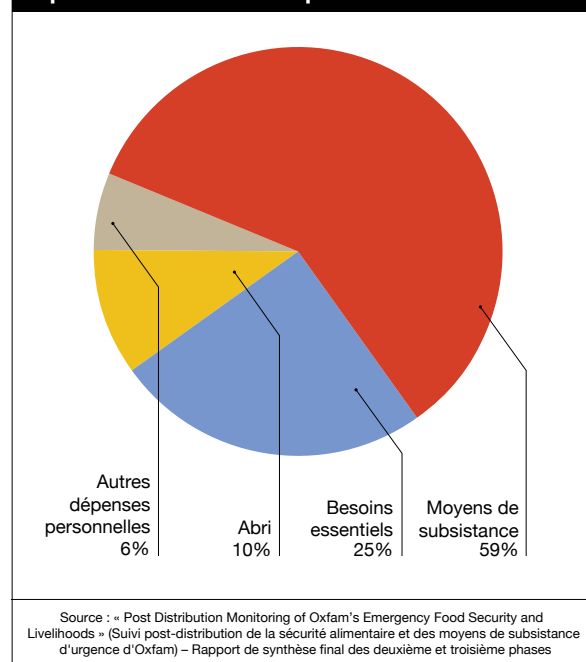


Table 2: Status of Phase 2 Spending per Province, April 2010.

Spent the money	Province		Total
	Laguna	Rizal	
Spent all the money	99 (31%)	205 (56%)	304 (45%)
Spent the money, but not all	193 (61%)	147 (40%)	340 (50%)
Have not yet spent the money	25 (8%)	11 (3%)	36 (5%)

Source : « Post Distribution Monitoring of Oxfam's Emergency Food Security and Livelihoods » (Suivi post-distribution de la sécurité alimentaire et des moyens de subsistance d'urgence d'Oxfam) – Rapport de synthèse final des deuxième et troisième phases



Les bénéficiaires de la phase 2 ont utilisé les subventions pour relancer leurs activités de subsistance, telles que les services de taxi en moto. Photo : Jerry Carreon

Les résultats du suivi post-distribution ont montré que les transferts monétaires fournis ont eu un impact positif sur les bénéficiaires, qui ont été en mesure de répondre aux besoins essentiels immédiats et rétablir leurs moyens de subsistance. Les bénéficiaires se sont avérés extrêmement satisfaits par l'ampleur des transferts monétaires, la flexibilité de l'aide monétaire et des services de LBC Express Inc. De manière générale, les fonds consacrés aux transferts monétaires ont été utilisés en faveur des secteurs ciblés d'Oxfam. Les caractéristiques d'achat des bénéficiaires, y compris quand et dans quoi ils dépensent leur argent, ont montré que l'ampleur et les délais des distributions monétaires étaient en accord avec les objectifs d'Oxfam. Le suivi des prix a révélé que le programme de transfert monétaire n'avait pas eu d'effet sur les prix locaux. Toute fluctuation de prix ayant eu lieu au cours du projet était conforme aux changements saisonniers et aux tendances nationales.

Il était prévu que seule une partie des fonds de la deuxième phase serait exclusivement consacrée aux activités de moyens de subsistance et qu'une partie serait mise de côté pour une utilisation future, ce qui s'est avéré vrai (voir la figure 1 et le tableau 2). Les dépenses non directement liées aux moyens de subsistance étaient considérées comme faibles et n'ayant pas d'impact significatif sur les objectifs d'Oxfam pour le PTM.³

Lors de la troisième phase, la proximité entre la date de mise en œuvre du PTM des élections générales a généré beaucoup de confusion concernant l'objectif des transferts monétaires. Il a été demandé au personnel de programme d'Oxfam de fournir des efforts conséquents, auprès des communautés cibles, pour éclaircir le rôle des subventions monétaires et réaffirmer la neutralité politique de l'organisation. Étant donné ces circonstances, le plan de suivi de la troisième phase a été réduit, ce qui a pour conséquence d'accroître le besoin de self-reporting et de soutien interne de la part des bénéficiaires mêmes. Bien que l'intégration des services des gouvernements locaux dans le suivi des groupes communautaires de moyens de subsistance se soit avérée fructueuse dans la province de Laguna, dans d'autres régions, de nombreux autres services de gouvernements locaux n'ont pas respecté leurs promesses de soutien aux groupes communautaires de moyens de subsistance. La troisième phase du PTM a donc été négativement affectée par de mauvais efforts de suivi ainsi qu'une absence de renforcement des capacités suffisant parmi les bénéficiaires et/ou les groupes communautaires de moyens de subsistance.

Impacts sociaux

Suite aux transferts monétaires, pour lesquels les femmes en étaient les principales bénéficiaires, aucune tension accrue n'était à déplorer au sein des foyers. Lors des première et seconde phases, certains bénéficiaires ont signalé un impact social négatif mineur lié au sentiment de jalousie de la part de non-bénéficiaires. Trois conflits ont également été rapportés avec les représentants locaux.

En général, les subventions octroyées aux communautés lors de la troisième phase ont contribué à la cohésion sociale au sein des groupes communautaires de moyens de subsistance. De nombreux groupes ont choisi de s'enregistrer en tant qu'organisations officielles, ce qui a favorisé l'unité de la communauté et accru le taux de réussite de leurs activités. Cette tendance prédominait davantage parmi les groupes composés de femmes plutôt

que dans les groupes composés d'hommes. Certains groupes communautaires de moyens de subsistance ont connu des tensions liées aux désaccords concernant la nature des transferts monétaires et la façon de les utiliser au mieux.

Le programme a également entraîné une meilleure perception des programmes de transfert monétaire au sein de certains services des gouvernements locaux, qui ont exprimé leur désir d'avoir recours à un PTM à l'avenir.

5 Defis, solutions et enseignements tirés

Défis

Le recours aux transferts monétaires a créé la controverse avec les services des gouvernements locaux puisque les stigmates culturels locaux préexistants étaient associés aux dons des dirigeants politiques. Le PTM était mené avec les services des gouvernements locaux et avec d'autres ONG et organisations sociales locales autant que possible afin de garantir la transparence. Les informations concernant le programme, les critères de ciblage et l'objectif des transferts monétaires ont été partagés avec le public.

Les mécanismes de plaintes, comparés aux programmes similaires mis en œuvre dans d'autres pays, étaient utilisés de façon plus poussée lors de ce PTM par les bénéficiaires tout comme par les non-bénéficiaires. Cela a fourni des éléments d'orientation sur les aspects du programme qui nécessitaient davantage d'explications.

La chronologie du programme s'est révélée être l'un des défis les plus difficiles. Alors que les transferts monétaires étaient l'option la plus rapide, la plus facile et la plus efficace par rapport aux coûts, un faible plan de contingence limitait les autres modalités et mécanismes de transfert qui auraient pu être considérés. Le manque de temps et de ressources humaines a également limité les opportunités d'éducation et de renforcement des capacités de la communauté préalablement à la mise en œuvre, qui devaient être menés simultanément.

Enseignements tirés

Une meilleure préparation pour entreprendre des transferts monétaires d'urgence

- Évaluer en avance les possibles options, risques et mesures d'atténuation/de contingence pour l'utilisation des différentes modalités de transferts monétaires et de mécanismes de réalisation dans les zones géographiques ayant des antécédents historiques de catastrophes naturelles. Des modalités ou des mécanismes de réalisation différents doivent être plus appropriés selon le contexte, par exemple urbain ou rural⁴.
- Établir le contact avec les potentiels agents de distribution (dans ce cas, l'entreprise de transferts de fonds) dans de telles régions pour faciliter l'exécution en temps opportun de la distribution d'argent.
- Le cas échéant, établir des préaccords avec les agents de distribution sélectionnés qui pourront être activés en cas de situation d'urgence suite à une catastrophe naturelle. Les accords devront expliquer les responsabilités à la fois de l'organisation et de l'entreprise de transferts de

fonds lors de la phase de mise en œuvre du PTM, ainsi que les autres facteurs tels que les frais et l'assistance/la formation des bénéficiaires.

Intervenir en contextes urbains

- Anticiper le fait que les populations affectées dans les milieux urbains devront s'installer ailleurs dans la zone ciblée ou en dehors. Préparer l'adaptation de la conception de programme en travaillant avec les représentants locaux ainsi que les membres de la communauté pour identifier les zones géographiques et les populations les plus dans le besoin.
- Prévoir un certain degré de flexibilité pour adapter les changements en fonction du contexte. Désigner une équipe pour l'évaluation de programme au long de la mise en œuvre pour permettre toute modification au PTM en vue de répondre aux demandes spécifiques d'une situation d'urgence particulière.
- Ajuster les efforts éducatifs de la communauté et les moyens de communication pour répondre aux demandes d'un environnement densément peuplé où la cohésion sociale doit être faible. Démarrer des activités de sensibilisation dans les régions ayant des antécédents de catastrophes naturelles avant le déclenchement d'une situation d'urgence et poursuivre ces activités tout au long de la mise en œuvre du programme.
- Concevoir un mécanisme de retours des plaintes capables de traiter un large volume d'utilisation et développer des stratégies de communication à l'avance pour s'occuper des plaintes, par exemple les plaintes des non-bénéficiaires.

Suivi et évaluation

- Sélectionner une équipe qui évaluera le PTM tel qu'il est mis en œuvre et conseillera les parties prenantes et les partenaires impliqués concernant tout changement et tout besoin émergent au fur et à mesure de l'intervention.
- Intégrer un processus de suivi post-distribution à long terme au plan de mise en œuvre du programme. Le suivi à long terme fournira des indicateurs constructifs pour le secteur humanitaire sur les pratiques menant à de meilleurs résultats et celles pouvant être améliorées. L'organisation devra rester présente et active si elle décide de travailler avec les services des gouvernements locaux afin que le suivi ne devienne pas un fardeau. Sélectionner des « champions » est une manière positive d'encourager les services des gouvernements locaux de faire respecter leurs responsabilités, tel que cela est décrit dans la lettre d'entente du suivi.

Durabilité des moyens de subsistance

- Mener des activités de renforcement des capacités spécifiques aux activités de moyens de subsistance proposées par les bénéficiaires avant et après une distribution d'argent.
- Organiser avec les parties prenantes locales comment conserver les réalisations du PTM. L'organisation devra soutenir la capacité des acteurs locaux qui aident à assurer la durabilité des programmes.

Autres facteurs

- Garder à l'esprit le calendrier du programme de transfert monétaire par rapport aux événements politiques locaux. Expliciter clairement à toutes les parties dès le début du PTM que le programme n'a aucun lien avec aucun des événements politiques anticipés.

Coordonnées et lectures complémentaires

Paul G. Del Rosario, coordinateur de programme humanitaire, Oxfam (Philippines), PRosario@oxfam.org.uk

Jermaine Bayas, chargé de sécurité alimentaire et des moyens de subsistance, Oxfam (philippines), JBayas@oxfam.org.uk

Veuillez consulter la version longue de cette étude de cas (en anglais) « Post-Typhoon Relief and Recovery through Cash Transfer Programming: Rizal and Laguna provinces, October 2009-April 2010 », pour plus d'informations concernant ce programme (disponible sur demande auprès du CaLP à l'adresse suivante : info@cashlearning.org). Le rapport de suivi post-distribution « Post Distribution Monitoring of Oxfam's Emergency Food Security and Livelihoods » (PhilDHRRRA, avril 2010) fournit des informations détaillées sur les résultats du suivi post-distribution. Oxfam a également publié deux documents (en anglais) : « Emergency Response to Typhoon Ketsana in the Philippines Needs Assessment Analysis » (décembre 2009) et « Making Cash Grants Work: Emergency Food Security and Livelihoods (EFSL) in Oxfam's Ketsana Emergency Response, October 2009 – April 2010 » qui fournissent un point de vue interne du programme. Deux sections du site web d'Oxfam GB : « In Picture – Philippines Floods » et « Typhoon Ketsana: Philippines – In Pictures: Emergencies » fournissent des images et des informations essentielles du programme.

Ressources connexes

Les documents suivants sont tous disponibles sur la bibliothèque en ligne du CaLP (www.cashlearning.org/ressources/bibliotheque) :

CaLP (2011) : « Direct Cash: A quick delivery guide to cash transfer programming in emergencies » (CaLP)

CaLP (2010) : « Delivering Money: Cash Transfer Mechanisms in Emergencies » (Save the Children UK)

Harvey, P. et Bailey, S (2011) : « Revue des bonnes pratiques 2011 : Programme de transfert monétaire dans les situations d'urgence », (ODI/CaLP)

Poisson, G. (2011) : « Cash transfer programming in emergencies: cash transfer mechanisms and disaster preparedness in the Philippines » (CaLP)

Notes

¹Suite à la première phase, Oxfam a choisi d'exclure de son programme la province de Bulacan car son partenaire local, l'ONG People's Disaster Risk Reduction Network (PDRRN) assurait la distribution de l'aide dans la province.

²La définition de vulnérabilité par Oxfam englobe les foyers monoparentaux, les foyers dirigés par des femmes, les personnes handicapées, les personnes âgées, les enfants, les personnes ne possédant pas de terres et de travailleurs dépendant d'un salaire journalier.

³Veuillez vous référer au rapport « Post Distribution Monitoring of Oxfam's Emergency Food Security and Livelihoods » pour tous les détails concernant le suivi post-distribution.

⁴Oxfam a tenté d'avoir recours à LBC lors de son intervention en réponse au typhon Maggie en 2010, mais le programme monétaire a été mis en œuvre dans un contexte beaucoup plus rural. L'intervention de la communauté s'est en général avérée négative étant donné que les bénéficiaires ont dû présenter une pièce d'identité officielle, dont peu de personnes disposent dans les zones rurales. Ils ont également dû faire beaucoup de chemin pour rejoindre la filiale de LBC étant donné que les filiales de cette dernière sont moins nombreuses en milieux ruraux.



Allier subventions et aide en nature peut permettre de satisfaire une diversité de besoins urgents. Photo : Laura Eldon



Le Cash Learning Partnership (CaLP) a pour objectif de promouvoir de façon appropriée et au moment opportun l'utilisation de programmes de transfert monétaire et de coupons de qualité comme outil lors des phases de préparation et d'intervention humanitaire.

Avec pour volonté initiale de rassembler les enseignements tirés de l'intervention d'urgence suite au tsunami en 2005, le CaLP est aujourd'hui composé d'Oxfam GB, la Croix-Rouge britannique, Save the Children, le Conseil norvégien pour les réfugiés et Action contre la Faim/ACF international. Les cinq organisations membres du comité de pilotage se sont réunies pour soutenir le renforcement des capacités, le partage des recherches et des

informations sur les programmes de transferts monétaires comme outil efficace afin de soutenir les populations touchées par des catastrophes, de façon à préserver leur dignité et donner plus de choix aux bénéficiaires tout en stimulant l'économie et les marchés locaux.

En 2010, le CaLP s'est associé à la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, avec le soutien d'ECHO et de Visa Inc.

Pour plus d'informations, rendez-vous sur : www.cashlearning.org

En partenariat avec



Avec le soutien de



Rédigée par : Kendra Hughbanks

Éditée par : Geraud Devred, Jermaine Bayas, Paul G. Del Rosario